

COP 21

le SNESUP et le SNCS s'engagent



Les premières conséquences humaines du changement climatique sont là. Les populations les plus touchées sont généralement parmi les plus pauvres. Déjà, chaque année des millions de personnes sont forcées à se déplacer. Selon l'OIM ⁽¹⁾, « la prédiction la plus fréquente » du nombre personnes déplacées en 2050 en raison du changement climatique s'élève à 200 millions. Par ailleurs, l'objectif adopté par la COP de 2010 de ne pas dépasser 2 °C d'augmentation de la température moyenne par rapport au début de l'ère industrielle (nous sommes aujourd'hui à +0,8 °C), est remis en question.

Un récent rapport ⁽²⁾ de la CCNUCC, juin 2015, avance le chiffre de + 1,5 °C et, simultanément, appelle « aux efforts à faire pour abaisser la barre aussi bas que possible » et ce afin de limiter les effets dévastateurs du changement de climat.

En France s'est constituée la Coalition Climat 21, regroupement d'associations de solidarité internationale, d'or-

La France va accueillir et présider la COP21, vingt-et-unième Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), du 30 novembre au 11 décembre 2015.

ganisations de défense de l'environnement, de syndicats (FSU, CGT, CFDT, Solidaires), d'Attac, de mouvements citoyens et de jeunesse, ainsi que d'organisations et réseaux confessionnels. Cette coalition est soutenue par des mouvements internationaux dont la Fédération mondiale des travailleurs scientifiques (FMTS). Elle a la « volonté :

► D'agir pour que le monde prenne conscience des risques vitaux du réchauffement global et se saisisse de l'importance des enjeux climatiques au regard des exigences de justice sociale, de transition écologique et de solidarité internationale.

► De contribuer à la création d'un rapport de force favorable à une action climatique ambitieuse et juste, et à la transformation durable de toutes les politiques publiques afférentes. ●

(1) Organisation internationale pour les migrations, agence inter-gouvernementale basée à Genève.

(2) <http://unfccc.int/resource/docs/2015/sb/eng/inf01.pdf>



CLIMAT COP21, LE SNESUP-FSU ET LE SNCS-FSU S'ENGAGENT

Les résultats scientifiques résonnent comme une sirène d'alarme planétaire et un appel à la mobilisation.

Le changement climatique est lié au changement de l'ensemble du système terre. De fortes interactions opèrent entre les bouleversements respectifs du climat, des écosystèmes, des océans, des systèmes de production..., dans un tout dont la complexité présente de nombreux défis pour la recherche scientifique. Mais dès à présent de nombreux travaux scientifiques alertent sur l'hypothèse d'un emballement aux conséquences majeures pour l'humanité. Il est montré que des spirales de rétroactions sont déjà à l'œuvre. Ainsi, le réchauffement climatique a pour conséquence des émissions

de méthane (puissant gaz à effet de serre) liées au recul du pergélisol ⁽¹⁾, d'où une accentuation du réchauffement climatique et de là une accélération de la fonte du pergélisol et une nouvelle augmentation des émissions de méthane, etc. Une autre spirale repose sur la réduction de l'albédo (pouvoir réfléchissant de la surface terrestre) en raison de la réduction des surfaces couvertes de neige ou de glace. Participant à un emballement général, de nouvelles spirales d'interactions risquent de s'enclencher (comme la moindre captation de CO₂ par les océans). Les résultats scientifiques réson-

nent comme une sirène d'alarme planétaire et un appel à la mobilisation.

Faire le choix d'un passage rapide vers les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, une agriculture respectueuse de l'environnement..., changer les modes de vie, de production et de consommation, c'est possible et indispensable.

L'éducation, la recherche et l'ensemble des services publics ont un rôle majeur à jouer. Les biens communs doivent être promus. Des décisions sont indispensables, à toutes les échelles – villes, régions, État, Europe, international – et dans tous les secteurs d'activité.



© Niekverlaan/pxabay

UNE VOLONTÉ POLITIQUE DÉFICIENTE

Les efforts de réduction d'émissions de Gaz à effet de serre que dessinent les négociations vers la COP21 sont insuffisants et nous placeraient sur une trajectoire dont les conséquences seraient dramatiques pour les écosystèmes (déjà lourdement dégradés) et les conditions de vie sur notre planète.

Par ailleurs, les engagements à abonder au fond vert, afin d'aider les pays les plus pauvres à s'adapter au changement climatique en cours, sont très largement insuffisants, proche de 10 milliards et donc loin de l'engagement de décembre 2009 de 100 milliards par an à l'horizon 2020. ●

(1) Le Pergélisol, permafrost en anglais, est une zone où le sol ou du sous-sol est gelé en permanence.

EXEMPLE DE BOUCLE DIVERGENTE : FONTE DU PERGÉLISOL ET MÉTHANE

Selon le cinquième rapport d'évaluation ⁽¹⁾ du GIEC (2014) :

- Le taux de méthane (CH₄) dans l'atmosphère a augmenté de 150 % depuis la période pré-industrielle (milieu du XVIII^e siècle).
- Les émissions anthropiques (d'origine humaine) de ce gaz sont responsables de 42 % de l'augmentation anthropique totale de l'effet de serre, contre 68 % pour le dioxyde de carbone (CO₂)⁽²⁾. Un gramme de méthane occasionne un effet de serre immédiat beaucoup plus important qu'un gramme de dioxyde de carbone (CO₂), toutefois sa durée de vie dans l'atmosphère est moindre (environ dix ans contre plus de 100 ans pour le CO₂), il en résulte qu'un gramme de méthane (CH₄) relâché dans l'atmosphère est aujourd'hui estimé par le GIEC avoir en moyenne 57 fois plus d'impact en terme d'effet de serre cumulé sur une période de 40 ans, qu'un gramme de dioxyde de carbone (CO₂)⁽³⁾.

Selon le cinquième rapport du GIEC⁽⁴⁾ : « Les émissions de méthane dues à la fonte du pergélisol et à celle des hydrates de méthane marin présents au nord du cercle polaire vont potentiellement devenir importantes au 21^e siècle puisqu'elles pourraient s'accroître dramatiquement du fait du rapide réchauffement climatique

de l'Arctique et de l'importante quantité de carbone qui s'y trouve. »

Selon l'article de Laure Cailloce, Pergélisol, le piège climatique, publié dans le *Journal du CNRS* de janvier 2015 : « Le pergélisol représente 25 % des terres émergées dans l'hémisphère Nord. C'est le plus gros réservoir de carbone continental de la planète, devant le pétrole, le gaz et le charbon : « 1 700 milliards de tonnes de carbone d'origine végétale », explique Florent Dominé (interviewé par l'auteur). C'est deux fois plus de carbone que n'en contient actuellement l'atmosphère ! « Tout ce qu'on sait aujourd'hui, c'est qu'on est face à une redoutable boucle de rétroaction. »

(1) Confer le résumé à l'intention des décideurs de la contribution du groupe du GIEC, page 11 et 13.

(2) Certains rejets polluants diminuent l'effet de serre. Ils « compensent » une part des émissions de gaz à effet de serre. C'est pourquoi le total des contributions respectives de chacun des gaz à effet de serre dépasse 100 % de l'augmentation anthropique totale de l'effet de serre.

(3) <http://www.global-chance.org/IMG/pdf/gc35p64-74.pdf>

(4) Rapport complet du groupe de travail 1 du GIEC, page 508.

Tous les secteurs d'activité ont à se mobiliser, les universités et les organismes de recherche ont un rôle indispensable à jouer.

RECHERCHE

Grâce aux découvertes scientifiques, l'humanité a connaissance du changement climatique, de sa rapidité et de l'existence du phénomène d'emballlement dû aux interactions et aux bouleversements des composantes du système terre. Les conséquences sont et surtout seront majeures sur les conditions de la vie humaine, et pourraient constituer une menace sur la survie même de l'espèce humaine. Mieux comprendre ces changements en cours ou à venir et leurs conséquences sur la vie des êtres humains et sur leurs sociétés est un enjeu de recherche essentiel. La recherche doit par ailleurs contribuer à une refonte de l'économie, des modes de vie, de production, d'échange et de consommation. Cette transition nécessite la mobilisation de nombreuses disciplines pour accompagner chacun des secteurs d'activités (énergie, transport, agriculture, bâtiment...), afin d'une part de limiter leur impact écologique et d'autre part de les adapter aux changements du système terrestre en cours.

Ces recherches interdisciplinaires – où les sciences humaines et sociales comme les technologies ont un rôle indispensable à jouer – doivent reposer sur des coopérations nationales, européennes et internationales, doivent viser la transparence et l'échange des connaissances, dans un esprit de solidarité planétaire et de soutien aux pays à moyens ou faibles revenus, et ne doivent pas être soumises à la concurrence entre les nations et la défense des intérêts des plus puissants.

À cette fin, l'Union européenne et ses États membres se doivent et ont les moyens financiers et humains de mettre en œuvre un plan public pluriannuel de recherche d'une hauteur sans commune mesure avec ce qui a cours aujourd'hui, reposant sur le principe de coopération. Ce plan devra en outre viser le développement d'une recherche fondamentale, indispensable pour préparer l'avenir et élargir le champ des connaissances, et une recherche comme outil de la démocratie et de la pensée critique et émancipatrice.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'enseignement supérieur doit développer sa prise en compte des besoins liés aux questions du climat, d'environnement et de transition écologique (formation initiale, formation continue, reconversion/évolution des métiers



© F. Lamoi, cc-by-sa

et des postes de travail/adaptation des savoirs et savoirs faire des travailleurs et des citoyens). Ainsi, par exemple, des bourses pour stages de master et thèses de doctorat sur la transition écologique doivent être financées.

Le SNESUP-FSU et le SNCS-FSU défendent une conception démocratique de la transition écologique. Or, actuellement notre démocratie est confisquée par un système oligarchique. Une relance de la vie démocratique est une urgence, ce qui exige une nouvelle politique de formation des citoyens donnant lieu à un développement des capacités d'analyse critique, de la culture du débat (écouter, argumenter, synthétiser...) et de la décision collective, et donnant aussi lieu à un enseignement renforcé du savoir portant sur le monde aujourd'hui, sur son histoire, sur les modèles politiques, sur les différentes

cultures, sur le fonctionnement des institutions et organisations politiques et démocratiques, sur les sciences, les techniques et l'épistémologie...

CAMPUS UNIVERSITAIRES

Le SNESUP et le SNCS demandent la mise en place d'un plan « Universités Durable », bénéficiant des financements ad hoc par l'État : isolation, modernisation des systèmes de chauffage et d'éclairage, sources locales d'énergie renouvelable et création d'un label « Université à Énergie Positive », mise en place et généralisation du tri sélectif, parc de stationnement pour vélo obligatoire, promotion des modes de déplacements doux entre sites universitaires, réduction du nombre de place de parking pour voiture, espaces verts avec traitements écologiques, murs et toitures végétalisés, etc. ●

LA MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE EST PRIMORDIALE

Pour faire émerger un mouvement capable de porter des revendications justes socialement et à la hauteur des enjeux du dérèglement climatique, la mobilisation doit se construire au plus près des préoccupations des citoyens et des salariés. C'est pourquoi il est nécessaire de construire des collectifs locaux et des réseaux thématiques. Pour rejoindre les collectifs locaux existants, voir <http://coalitionclimat21.org/fr/localcontact> ou contacter votre fédération FSU départementale.

Calendrier des mobilisations de la fin de l'année 2015

- **29 novembre** : appel à manifester dans toutes les grandes villes du monde pour interpeller les dirigeants à la veille de la COP.
- **Week-end des 5 et 6 décembre** : Sommet citoyen pour le climat (espace de convergence, de débats et d'initiatives de sensibilisation grand public) à Montreuil, région parisienne.
- **Du 7 au 11 décembre** : espace pour les réseaux mobilisés, au Cent-Quatre à Paris. Initiatives publiques.
- **Le 12 décembre** : Journée internationale d'actions « On a le dernier mot », dont manifestation internationale à Paris, exprimant la détermination à amplifier la mobilisation après la COP21.

Appel de la Fédération mondiale des travailleurs scientifiques (FMTS)

EXTRAIT

Le monde entier est face à un double défi : redéfinir les relations humains-planète et les relations des humains entre eux.

Les activités humaines sont en train de changer les conditions fondamentales de la vie sur terre. Les risques sont connus. Ils sont documentés scientifiquement. L'avenir de l'humanité est inséparable de celui de la planète. La terre qui a déjà connu de grands bouleversements depuis 5 milliards d'années, trouvera d'autres équilibres.

Mais nous, les humains, nous contribuons en quelques siècles à détériorer les écosystèmes et mettre en péril notre survie. Chercheurs, ingénieurs et techniciens, professeurs, cela veut dire que nos métiers, nos conditions de travail, nos aspirations sociales doivent être pensées comme indissociables de notre engagement face à ce double défi.

Ce qui est en jeu, c'est la volonté politique des États. Ils doivent mettre en œuvre les processus de réduction immédiate des gaz à effet de serre. Cela appelle l'intervention des citoyens dans le monde entier. Les divergences qui subsistent sur telle ou telle conclusion dans l'ordre scientifique n'autorisent ni l'indifférence ni l'inaction des décideurs. Ni celle des citoyens. De telles divergences ont toujours existé.

Dans la voie ouverte par les lanceurs d'alerte, nous invitons les travailleurs scientifiques et leurs organisations, tant syndicales que professionnelles, à agir pour :

- ❶ *Ajuster* l'activité humaine aux systèmes naturels et anticiper la survenue des problèmes.
- ❷ *Produire autrement* en économisant les ressources naturelles et en développant les énergies renouvelables, tout en répondant aux besoins fondamentaux de toutes les populations humaines.
- ❸ *Organiser* la croissance des uns et la décroissance des autres, par la sobriété, la chasse aux gaspillages, la gestion équilibrée des matières premières et surtout par la priorité donnée aux besoins publics, communs à tous.

Cela implique de :

- ❹ *Réorienter* fondamentalement les choix politiques et économiques.
- ❺ *Réduire* les inégalités extravagantes de revenus et de patrimoines pour l'injustice qu'elles représentent mais aussi pour les gâchis et atteintes à l'environnement qu'elles entraînent. Nous soutenons l'idée d'un impôt mondial sur le capital.
- ❻ *Rebâtir* des instances internationales disposant des moyens politiques et financiers permettant de maîtriser un développement soutenable et une croissance plus justement partagée.

Résolution votée par le congrès de l'Internationale de l'éducation (IE), Ottawa, juillet 2015, sur proposition du SNCS-FSU, du SNESUP-FSU et du SAES (Sénégal).

EXTRAIT

La recherche publique et la crise environnementale

- Conséquences de la surexploitation de la planète par le capitalisme néolibéral, les humains doivent faire face à des problèmes environnementaux majeurs et inédits de dimension globale (changement climatique, anthropisation, urbanisation, effondrement de la biodiversité, pollution des écosystèmes marins et continentaux, désertification, stérilisation des sols et risque d'effondrement de la productivité agricole, surexploitation des ressources en eau, émergence de pathogènes, épidémies...).
- Le système néolibéral entrave (i) la participation des citoyens et des travailleurs, y compris des scientifiques, aux décisions relatives aux grands enjeux de société, en particulier ceux de durabilité globale, et (ii) oriente la recherche scientifique vers des intérêts à court terme qui ne sont pas ceux de la durabilité globale.
- L'IE affirme que la contribution de la recherche publique à la résolution de la crise environnementale est indispensable. Cependant, orienter la recherche dans des directions censées résoudre la crise économique et environnementale créée par le néolibéralisme, sans

remettre en question ce système économique, ne peut générer que les mêmes conséquences que celles déjà produites. C'est pourquoi l'IE soutient les orientations suivantes.

- Les États doivent favoriser les coopérations et les collaborations internationales entre les institutions de recherche des différentes communautés scientifiques.
- Afin de contribuer aux réponses indispensables aux problèmes environnementaux, économiques et sociaux, la recherche doit bénéficier de programmes publics qui accordent une pleine liberté aux chercheurs et qui reposent sur des coopérations internationales associant l'ensemble des pays et des organisations syndicales ou citoyennes, et bénéficiant de financements publics à la hauteur des enjeux.
- Les scientifiques et leurs organisations syndicales doivent interagir avec les organisations syndicales des travailleurs, comme celles des citoyens, de tous les pays, afin d'imposer aux gouvernements des politiques durables en matière de climat, d'écosystèmes, d'urbanisation, d'alimentation, d'eau, d'énergie, de santé, d'économie et d'emplois.